



IdeAs

Idées d'Amérique

16 | 2020

Les marges créatrices : intellectuel.le.s afro-descendant.e.s et indigènes aux Amériques, XIX-XXe siècle

Genre, autochtonie et politique au Guatemala : entretiens croisés avec Liliana Hernández et Blanca Estela Colop Alvarado

Entretien avec Blanca Estela Colop Alvarado réalisé à Guatemala City en juin 2019 ; entretien avec Liliana Hernández réalisé à Guatemala City en juillet 2019

Laura Cahier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/9666>

DOI : 10.4000/ideas.9666

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Laura Cahier, « Genre, autochtonie et politique au Guatemala : entretiens croisés avec Liliana Hernández et Blanca Estela Colop Alvarado », *IdeAs* [En ligne], 16 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 18 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/9666> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.9666>

Ce document a été généré automatiquement le 18 octobre 2020.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Genre, autochtonie et politique au Guatemala : entretiens croisés avec Liliana Hernández et Blanca Estela Colop Alvarado

Entretien avec Blanca Estela Colop Alvarado réalisé à Guatemala City en juin 2019 ; entretien avec Liliana Hernández réalisé à Guatemala City en juillet 2019

Laura Cahier

Portrait de Blanca Estela Colop Alvarado, candidate à la vice-présidence pour le parti UNRG-Maíz



Crédit : Blanca Estela Colop Alvarado

Portrait de Liliana Hernández, candidate à la vice-présidence pour le parti WINAQ



Crédit : Liliana Hernández

Introduction

- 1 Au Guatemala, la fin de trente-six années de guerre civile n'aura pas entériné un véritable renouvellement de la vie politique, malgré les espoirs suscités par la signature des Accords de paix en 1996. Ainsi, les élections présidentielles de 2019, qui ont consacré la victoire du candidat du parti de droite *Vamos*, Alejandro Giammattei, se sont inscrites dans un contexte marqué par une corruption endémique, des inégalités socio-économiques profondes et de nombreuses discriminations à l'encontre des peuples autochtones (*pueblos indígenas*) et afro-descendants. Les Accords de paix prévoyaient pourtant que la reconstruction et la pacification d'un pays profondément meurtri – 200 000 morts, 45 000 disparitions forcées et plus d'un million de personnes déplacées¹ – repose sur une participation et une représentation politiques accrues des peuples autochtones.² En 2007 puis 2011, la candidature à l'élection présidentielle de Rigoberta Menchú, militante K'iche' et Prix Nobel de la Paix, représentait à cet égard une avancée symbolique notable. Fondatrice du parti WINAQ, une plateforme regroupant plusieurs mouvements mayas, elle fut cependant éliminée dès le premier tour, à deux reprises consécutives. Huit ans plus tard, les élections présidentielles de 2019 ont vu plusieurs femmes autochtones se lancer dans la campagne, au titre de candidates à la présidence ou à la vice-présidence. Thelma Cabrera, la candidate maya Mam pour le parti Mouvement pour la Libération des Peuples (MLP, *Movimiento para la Liberación de los Pueblos*), a d'ailleurs recueilli un nombre de voix significatif au premier

tour (8,97 %), bien qu'insuffisant pour lui permettre de se qualifier pour le second tour des présidentielles.

- 2 C'est justement entre les deux tours de cette élection que nous avons eu la chance de croiser le chemin de deux candidates à la vice-présidence : Liliana Hernández, candidate pour le parti WINAQ aux côtés de Manuel Villacorta³ ; et Blanca Estela Colop Alvarado, candidate pour le parti historique UNRG-Maíz (*Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca*) aux côtés de Pablo Ceto⁴. Toutes deux sont des femmes mayas K'iche', nées à Cantel dans le département de Quetzaltenango, et militantes de longue date pour les droits humains. Nous les avons interrogées sur leurs premiers pas en politique, le sens de leur participation à la campagne présidentielle, leurs idéaux et leur vision de la gouvernance. Si leurs chemins se sont croisés à de multiples reprises, la reconstitution de leur entretien respectif sous forme croisée rend compte de la singularité de leur parcours et de leur engagement politique.

- 3 *Entretien traduit de l'espagnol au français par Laura Cahier*

LAURA CAHIER : Votre participation aux élections présidentielles guatémaltèques s'inscrit dans un parcours politique de plus longue date. Pouvez-vous nous parler de vos premiers pas en politique ?

Liliana Hernández : Mon engagement politique n'est pas nouveau. Quand j'étais jeune, je participais à de nombreuses initiatives dans ma communauté, dans le département de Quetzaltenango : on allait, par exemple, reboiser la montagne ou recycler les déchets. Et puis, quand je suis arrivée à l'université, j'avais 17 ans et j'ai étudié l'histoire du Guatemala. Pour la première fois, nous avons évoqué de graves problèmes dont je n'avais jamais entendu parler jusqu'alors. Quand j'étais enfant, je n'avais entendu parler du conflit armé qu'au travers de conversations entre adultes. Je savais seulement qu'il y avait certains mots que je ne pouvais pas dire, comme les *guerrilleros*, la résistance, les assassinats ou les disparitions. C'était trop dangereux. Mon père me disait que je ne devais pas prononcer ces mots, qu'il fallait que je me taise ou bien ils allaient nous tuer. Je ne le comprenais pas. D'ailleurs, je ne l'ai pas vraiment compris jusqu'à ce que j'arrive à l'université et que j'étudie l'histoire du pays et du conflit armé. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de devenir avocate, car ma propre famille avait également souffert de ces politiques et du conflit armé. Mes parents et grands-parents avaient notamment perdu beaucoup de terres. Pour pouvoir financer le coût de l'université, je devais travailler en parallèle de mes études. J'ai enchaîné plusieurs boulots, jusqu'au jour où j'ai entendu parler du Congrès de la République à Guatemala City. Là-bas, ils acceptaient des étudiants en droit comme bénévoles afin de les former pour qu'ils puissent devenir de futurs assistants parlementaires. Je ne connaissais pas la capitale, mais j'ai convaincu une amie de m'y accompagner et j'ai été prise. J'ai appris à connaître les rouages du Congrès de la République, puis je me suis intéressée au travail de la *Defensoría de la Mujer Indígena*⁵, qui était directement lié aux droits des femmes et à la violence qu'elles subissaient. J'y ai travaillé comme bénévole avant d'être embauchée. Après quelques années là-bas, à 22 ans, j'ai rejoint l'UNICEF afin de travailler sur les questions liées aux droits des enfants, des femmes, et aux droits humains. Une fois que j'ai obtenu mon diplôme d'avocate, j'ai décidé de revenir à Quetzaltenango et j'ai commencé à accompagner des paysans qui avaient perdu leurs terres. C'est en travaillant sur les questions foncières que j'ai pu réaliser l'ampleur de cette problématique au Guatemala. Ceux pour qui je travaillais avaient des titres fonciers,

mais ils n'étaient pas reconnus par le gouvernement. Malgré plus de cinquante ans de luttes paysannes, ces gens étaient toujours là, fidèles à leurs principes, tenus par leur amour pour la terre : ils se battaient avec l'espoir de récupérer les terres qui leur avaient été enlevées. Au fil des cas, j'ai découvert l'ampleur des violations des droits environnementaux au Guatemala. Toutefois, même en étant avocate, nous ne pouvions quasiment rien faire. Pour moi, ce fut une frustration énorme de réaliser que les plaintes présentées au niveau local, départemental, comme national étaient totalement ignorées par les fonctionnaires, tandis que les grandes entreprises faisaient ce qu'elles voulaient dans les territoires, dans les communautés, et aux personnes qui vivaient sur ces terres. Ces familles étaient confrontées à des conditions de vie inhumaines : la malnutrition, l'absence de services de santé ou d'éducation, la pollution et les maladies causées par l'utilisation de produits chimiques, ... J'ai présenté des plaintes auprès de nombreuses institutions afin qu'elles réagissent. Elles répondaient souvent qu'elles manquaient de moyen, qu'elles n'avaient pas assez de véhicules pour se rendre jusque dans les communautés, ou que les choses allaient certainement revenir à la normale. Toutefois, le chaos ne pouvait pas prendre fin car nous accusions des personnes très puissantes. Ce n'était que le début de ce que je pouvais imaginer et tout ça m'a fait me sentir dans un état de grande impuissance face à l'injustice. J'étais rongée par la frustration de ne pas pouvoir donner de réponse à des communautés qui étaient confrontées aux mêmes problèmes depuis des années. Et nous aurions pu encore passer des années à faire de la résistance, cela n'aurait rien changé. C'est de cette manière que je me suis progressivement rendu compte qu'il était nécessaire d'intégrer l'État, le pouvoir exécutif, le Congrès de la République. J'ai ainsi commencé à me rapprocher de WINAQ et j'ai eu la possibilité de travailler au Congrès de la République aux côtés du député Amílcar Pop. Ensuite, j'ai travaillé à l'international, notamment dans des ONG, au sein de la Plateforme Internationale contre l'Impunité et auprès du système interaméricain de protection des droits de l'homme. Ce que j'y faisais était nécessaire, cependant ce n'était pas suffisant. J'ai vraiment adoré mon travail, mais ça m'a également permis de me rendre compte que nous avons énormément de problèmes au niveau local. C'est comme ça que j'ai décidé de revenir de l'international et de me rapprocher des communautés. Je pense qu'il est nécessaire de prendre le pouvoir pour faire changer les choses : nous ne pouvons pas laisser passer notre chance.

Blanca Estela Colop Alvarado : Mon parcours n'est pas vraiment ancré dans un lieu unique. Il est difficile pour moi de raconter d'où je viens. Je suis née à Cantel dans le département de Quetzaltenango, mais j'ai ensuite déménagé et grandi à San Cristóbal Totonicapán avec ma mère. J'ai rapidement dû quitter la communauté pour pouvoir poursuivre mes études. J'ai pris des cours au lycée indigène d'Antigua, appelé *Instituto Indígena Nuestra Señora del Socorro*. Ce lycée était une œuvre de l'Église catholique, si bien que je ne payais pas beaucoup de frais d'inscription. Dès mes 15 ans, je me suis activement engagée dans des organisations qui étaient très influentes à l'échelle de notre lycée. C'est à ce moment-là que je me suis formée politiquement, parallèlement à ce que j'apprenais pour mes études. Quand j'ai obtenu ma Maitrise, je n'avais pas seulement un diplôme en poche mais également des responsabilités politiques. Je dispensais des formations politiques, je participais à différentes manifestations de gauche. J'ai ensuite commencé à travailler comme professeure en lycée. Cependant, j'ai rapidement voulu reprendre mes études et rejoindre les bancs de l'université. La

seule université à laquelle je pouvais prétendre au vu de mes ressources économiques était la San Carlos⁶ à Guatemala City. Je m'y suis inscrite, avec une spécialité en droit. Nous étions alors en 1979 ou 1980, et il y avait un climat de violence particulièrement fort. Des étudiants étaient tués, il y avait même des attaques dans les universités. Je me souviens qu'un jour l'armée est rentrée dans l'université de San Carlos, ce qui constitue une rupture à l'autonomie universitaire.⁷ C'est à ce moment que j'ai décidé d'arrêter mes études car cela devenait beaucoup trop dangereux. Je suis partie, je me suis mariée en 1980 avec un homme de Sololá. En 1982, mon mari a été arrêté par l'armée et séquestré pendant quatre mois et demi, car nous étions tous les deux des activistes pour les droits humains. Suite au coup d'État de Ríos Montt, mon mari a été amnistié et libéré, et nous avons dû fuir. Nous avons décidé de nous reconcentrer sur notre vie de famille. Nous avons eu cinq enfants et nous sommes retournés dans les communautés d'où nous venions, à Cantel puis à San Cristobal Sololá. Notre vie ne pouvait plus être normale après tout ce qu'il s'était passé. Nous vivions chaque jour tous les moments terribles de la guerre froide au Guatemala. Nous en étions témoins, en chair et en os. Dans tous ces souvenirs, il y a beaucoup de douleurs et de déchirements car notre vie personnelle a toujours été liée à celle du pays. La vie va et vient : un jour, j'ai finalement décidé de reprendre mes études. J'ai obtenu une licence en pédagogie et en sciences de l'éducation, un master en éducation interculturelle, et puis j'ai travaillé à l'Université de San Carlos durant 12 ans comme professeure de K'iche'. En parallèle, avec quelques collègues, nous avons le projet de fonder la première Académie des langues mayas au Guatemala. J'étais à la source de cette idée et c'est un projet qui est devenu, je crois, un mouvement national important. Il nous a fallu beaucoup de soutien à l'échelle nationale et une mobilisation constante afin d'aboutir à la création de cette Académie et que celle-ci soit gratuite. Puis, vers la fin de la guerre civile, je me suis également engagée dans le processus de négociation des Accords de paix, notamment l'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones. Après la signature de ces accords en 1996, il nous fallait travailler à la mise en place concrète de leur contenu : j'ai intégré la commission paritaire qui a permis la création de la *Defensoría de la mujer indígena* (DEMI). Puis, entre 1997 et 2003, j'ai obtenu un poste à l'UNESCO comme éducatrice et je dois vous avouer que je pensais vraiment y rester. Toutefois, en parallèle, plusieurs organisations m'ont demandé de rejoindre le premier groupe de commissaires présidentiels contre la discrimination et le racisme, dont le travail était lié à la mise en place des Accords de paix. Je l'ai fait par nécessité, car il fallait vraiment concrétiser les Accords de paix. Cependant, depuis 2015, j'ai dû faire face à la maladie. Je ne pensais plus jamais revenir en politique. J'avais peur, aussi, de la politique partisane, compte tenu de tout ce qui était arrivé aux révolutionnaires par le passé.

L.C. : Au fil de votre parcours, vous avez donc participé à diverses initiatives et mobilisations politiques, que ce soit au niveau local, national ou international. Pour quelles raisons avez-vous pris la décision de vous engager dans la campagne présidentielle de 2019, comme candidate à la vice-présidence ?

L.H. : Pour cette élection présidentielle, WINAQ n'avait pas de candidat prédéfini : plusieurs personnes étaient intéressées pour se présenter. Un jour, nous avons rencontré Manuel Villacorta, un universitaire qui, à ce moment-là, n'était connu de personne. Il était également chroniqueur dans un journal. Nous avons pris le temps de l'écouter et, lorsque nous nous sommes rendu compte que ses valeurs étaient conformes aux principes de WINAQ, nous lui avons demandé d'aller se présenter

auprès de notre base électorale, afin de savoir s'ils l'acceptaient également. Manuel Villacorta est métis, il n'est pas autochtone. Or, notre parti a une base autochtone conséquente, c'est pourquoi nous souhaitons les consulter. Je crois qu'il s'agissait également d'un exercice politique important, car nous souhaitons démontrer l'ouverture d'un parti autochtone envers une personne non autochtone. Au final, ce que nous souhaitons c'est vivre dans le respect, en harmonie et en équilibre. Nous ne voulons pas de discrimination, donc aucune culture ne doit être hégémonique par rapport aux autres, qu'il s'agisse de la culture maya ou de la culture métisse. En 2011, WINAQ avait proposé comme candidate à la présidence Rigoberta Menchù, cependant elle a été confrontée à beaucoup de discriminations, de racisme. Elle n'a pas eu beaucoup de soutien. Sa défaite a été très difficile à accepter : si quelqu'un avec autant de poids que Rigoberta, une Prix Nobel, n'avait pas réussi, nous nous sommes demandé comment d'autres autochtones le pourraient. Manuel se sentait bien dans un parti comme le nôtre et, rapidement, il y a eu une assemblée où la base a été convoquée et sa candidature a été approuvée. Dans le cas de ma candidature, des consultations du parti ont également été menées. De nombreuses candidates avaient été proposées avant moi, mais elles ne voulaient pas faire partie du binôme présidentiel. J'étais affiliée au parti depuis dix ans, mais je dois avouer que je ne m'y attendais pas du tout. Je ne l'avais jamais imaginé de ma vie ! Ils m'ont dit qu'il était important que le binôme soit constitué d'un métis et d'une autochtone. J'ai dû me décider très rapidement. Je me suis dit qu'en participant j'allais ouvrir la voie à d'autres femmes, malgré les risques que cela supposait, à savoir quitter mon travail, faire face à des attaques sur ma vie privée. Je me suis dit : « je vais le faire, je le peux ! Oui, je le peux ! » Mon peuple m'a soutenue durant toute cette campagne. J'ai parlé avec des commerçants, des vendeurs qui connaissaient ma famille et qui m'ont offert leur soutien pour cette raison. Dans une communauté, l'histoire de la famille est très importante et beaucoup ont donné leur approbation à ma candidature car ils connaissaient mes parents ou mes grands-parents. Nous n'avons pas mené une campagne ostentatoire ; nous n'avions que très peu accès à la télévision ou à la radio. C'était une campagne plus humaine qui se jouait dans les marchés, dans les discussions avec des groupes, et dans les réunions locales. Le jour des résultats, j'ai été touchée par le nombre de votes que nous avons reçus à Quetzaltenango, mon département natal : j'ai senti la fierté de mon peuple qui nous a encouragés car il se sentait représenté.

Durant la campagne, j'ai tiré toute ma motivation d'un rejet profond de l'injustice. Je ne peux plus accepter les discriminations qui existent envers les peuples autochtones. Plus j'ai appris à connaître la politique et le pouvoir détenu par l'élite économique dans le pays, plus j'ai eu envie que les choses changent. Nous sommes un pays riche de sa diversité, mais les inégalités économiques et l'extrême pauvreté me sont aujourd'hui insoutenables. Mes différents voyages en Europe m'ont convaincue que ce que nous vivons ici, au Guatemala, n'est pas juste et que nos droits ont été bafoués. Quand je dis nos droits, je parle évidemment de tous nos droits, que ce soit la liberté d'expression, l'accès à l'eau ou bien la possibilité de bénéficier d'une éducation de qualité. J'ai vu des jeunes filles enceintes, des enfants souffrant de malnutrition et des mères mourir de faim. Pour moi, il n'est pas concevable ni digne de pouvoir accepter un tel niveau d'inégalités. C'est exactement cela qui me motive, car ce n'est pas possible d'être ainsi condamnés à l'ignorance, à l'extrême pauvreté, à la violation de tous nos droits. J'ai eu le privilège d'accéder à l'éducation dans la ville de

Quetzaltenango, mais j'y ai également subi des discriminations – je me souviens, d'ailleurs, que de nombreuses femmes de Quetzaltenango ne portaient plus leurs vêtements traditionnels afin de ne pas être considérées comme autochtones. Il y a de nombreuses histoires et expériences de discrimination, mais nous n'y faisons pas tous face de la même manière : tandis que certains réaffirment leur identité, d'autres choisissent de la cacher ou de la mépriser. Dans mon cas, j'ai décidé de réaffirmer mon identité autochtone. Ce n'est pas toujours facile et je me rends compte de certaines limites, notamment quand je suis dans un espace international. Ça me coûte de travailler au niveau international comme avocate autochtone car, malgré ma formation en droit, le système éducatif du pays demeure défaillant.

B.E.C.A. : Je ne pensais pas du tout participer à l'élection présidentielle. Cela faisait plusieurs années que j'étais à la maison, car j'étais très malade. Un jour, deux *compañeras*⁸ sont venues chez moi pour me demander de participer à une formation sur l'exercice de la citoyenneté par les femmes. Cependant, je ne voyais pas l'intérêt d'obtenir un diplôme supplémentaire, alors que j'en avais déjà plusieurs. Mais les *compañeras* m'ont dit, « Écoutez, Blanca, ne le faites pas pour vous. Faites-le pour les femmes qui seront là, qui auront besoin qu'on leur démontre qu'elles peuvent aussi parvenir à faire quelque chose. » J'ai pris le temps de réfléchir et, au bout de trois ans, je les ai recontactées en leur disant que j'acceptais de faire partie de la formation à condition qu'il y ait un suivi concret. Par « concret » je voulais dire construire un programme pour le futur avec les *leaders* que nous allions former, tel qu'un agenda politique municipal pour les femmes. Je voulais vraiment que ces réalisations soient l'aboutissement de leur formation et qu'elles soient menées en lien avec les institutions étatiques, dans un futur proche et immédiat. J'en avais assez des diplômes qui ne changeaient rien, ou pas grand-chose, à la réalité des femmes. C'est ainsi que ces femmes m'ont sortie de la maison et que je me suis remise à la politique. Petit à petit, des *compañeras* m'ont demandé d'assumer un rôle politique plus engagé. J'étais réticente à cause de mon état de santé et du fait que je manquais de moyens. Elles m'ont présentée au parti URNG-Maíz comme possible candidate locale, c'est-à-dire à la mairie, à l'*alcaldia*. À ce moment-là, l'échelle locale me paraissait la plus signifiante car nous pouvions y avoir une représentation plus concrète et aboutir à des améliorations tangibles. J'étais soutenue par une vingtaine de personnes affiliées au parti durant cette élection locale, mais je ne me considérais pas encore membre de l'URNG-Maíz. Je me voyais surtout comme faisant partie d'un mouvement révolutionnaire historique. Toutefois, cette expérience n'a pas abouti et je me sentais très frustrée, au point de vouloir quitter la politique. C'est à ce moment qu'un autre représentant du parti est arrivé, il m'a proposé de participer à un autre niveau que le local. J'avais peur, mais il m'a rassurée. J'ai demandé beaucoup d'aide aux membres du parti car je n'avais ni expérience, ni ressources économiques. À la fin de l'année 2018, nous avons donc commencé à nous organiser pour la campagne présidentielle.

L.C. : Pourriez-vous nous en dire davantage sur le projet politique que vous avez porté durant toute cette campagne présidentielle ? Vous sentiez-vous proches des valeurs véhiculées par le parti ?

L.H. : J'ai toujours voulu m'engager au sein d'un parti dont je partage les valeurs. WINAQ a treize principes, l'un d'eux étant la création d'une nouvelle relation entre la *Madre Tierra*⁹ et les êtres humains. Nous pensons qu'il est essentiel de poursuivre un développement qui soit durable : si la nature peut nous offrir ce dont nous avons besoin, nous devons également la protéger et nous assurer qu'elle soit encore là pour

les prochaines générations. Je crois que le projet de WINAQ reflète une idéologie encore en construction. On nous demande souvent si nous sommes de gauche, mais ici les gens perçoivent la gauche comme associée au socialisme ou au communisme. Nous voyons les choses différemment qu'en Europe : les peuples autochtones ont d'autres manières de vivre et nos idées ne collent pas vraiment avec cette division entre gauche et droite. Nous voulons protéger les ressources naturelles, la *Madre Tierra*, mais il est également important que nous puissions sortir de la pauvreté et survivre. C'est pourquoi les décisions économiques ne peuvent pas seulement émaner de l'État : il faut également que les communautés soient consultées afin de savoir quelles sont les ressources que la *Madre Tierra* peut nous donner ou non, et si cela en vaut la peine. Le problème avec l'exploitation minière ce sont les dommages environnementaux et sociétaux considérables auxquels les communautés doivent faire face, alors qu'elles ne sont même pas consultées. L'élite économique et l'oligarchie ne doivent pas être les seules à décider : les communautés doivent également prendre part à ces décisions. C'est cet équilibre que nous recherchons et qui est en lien avec la vision que les peuples autochtones ont du développement social, économique et humain. C'est par le dialogue, le consensus et la concertation avec les peuples que nous allons trouver comment nous développer de façon harmonieuse. Au Guatemala, nous ne pouvons pas parler d'un seul développement, mais plutôt de développements multiples : chaque peuple a sa propre façon de voir son avenir, d'où la nécessité de les consulter. Nous sommes actuellement dans ce processus de récupération de notre identité et d'éléments culturels tels que la vision de la vie, de la relation entre la *Madre Tierra* et les êtres humains, notre façon de faire justice, ou encore nos méthodes de santé. Beaucoup de progrès ont été faits, notamment par les maires des communautés, les COCODES et les autorités autochtones. Nous croyons que les candidats du parti WINAQ devraient également suivre cette démarche, afin que le pouvoir soit au service du peuple. Ce n'est pas du socialisme. Nous n'avons pas la même expérience qu'en Bolivie, où ils parlent de nationalités autochtones. Nous n'avons pas encore atteint ce stade et nous parlons davantage de peuples et de communautés. Nous avons encore beaucoup à faire à ce niveau, mais le contexte politique est très compliqué au Guatemala. Les propositions venant des peuples autochtones sont souvent associées au socialisme, si bien que nous sommes stigmatisés et diabolisés. La droite dit que nous allons faire du Guatemala un « autre Venezuela ». C'est très compliqué de porter notre projet dans ce contexte.

B.E.C.A. : Je me sens surtout attachée au mouvement révolutionnaire et je me reconnais dans les idées qu'il porte depuis que j'ai 15 ans. J'ai pris des risques pour ma propre vie afin de faire partie du mouvement révolutionnaire. Initialement, je ne voulais pas être engagée dans un parti en tant que tel car je craignais d'être instrumentalisée. C'est pourquoi, j'ai toujours suivi les idéaux révolutionnaires sans pour autant être dans la structure même d'un parti. Le parti URNG-Maíz est une institution moins large que le mouvement, qui lui se compose de tous ceux qui se sont engagés dans la résistance dès les années 1970. J'ai soutenu des proches au sein du parti, mais je ne me suis jamais affiliée – d'ailleurs, même aujourd'hui, je ne le suis plus. Durant la campagne, je me suis sentie proche du parti, mais avant tout du peuple. Savoir parler aux gens m'a beaucoup aidée car je leur expliquais que, nous aussi, nous pouvions prendre le pouvoir. Je parle également deux langues autochtones, le *K'iche'* et le *Kaqchikel*. Mes messages allaient jusque dans les

communautés et je leur disais la vérité : on a voulu nous faire croire que nous ne pourrions pas y arriver, mais c'est faux ! Ce fut l'une des plus grandes leçons de cette campagne : en nous voyant, en nous écoutant, les gens des communautés s'identifiaient et se sentaient représentés. On leur a parlé de nos programmes de santé, de l'éducation, de difficultés concrètes, telles que leurs factures d'électricité. Nous avons des promesses réalistes car nous ne voulions pas mentir aux gens. Je crois qu'il faut vraiment faire attention à cela, car certains candidats, également à gauche, ont promis au peuple des choses qu'ils ne pouvaient pas offrir. Certains partis ont une position très romantique, très radicale, mais irréaliste. Avec mon expérience au sein des institutions, je me rends compte de toutes les difficultés, de ce que l'on peut faire et ne pas faire. C'est important de pouvoir trouver des solutions aux problèmes profonds de la vie quotidienne du peuple et pour cela il faut parler aux gens. Pour moi, parler deux langues autochtones m'a beaucoup aidée, car les mots sont entendus et les gens comprennent. Malgré les résultats de l'URNG-Maíz, nous sommes satisfaits car il faut également avoir à l'esprit l'importance historique du parti. Tous les partis de gauche actuels sont nés de ce parti révolutionnaire. Beaucoup d'organisations paysannes sont historiquement liées à l'UNRG-Maíz. Ce n'est pas vraiment la colonne vertébrale de la gauche, mais plutôt l'école qui a formé les futurs leaders de gauche – la mère, en quelque sorte. D'ailleurs, si nous nous étions tous unis et si nous avions formé un front de gauche, nous aurions battu Sandra Torres. Il n'y a pas eu d'unité cette année, mais peut être que la prochaine sera la bonne !

L.C. : Vous avez mentionné la candidature de Rigoberta Menchú à l'élection présidentielle et sa portée symbolique. En tant que femme autochtone vous-mêmes, quel sens donnez-vous à votre propre candidature ?

L.H. : Pouvoir changer l'imaginaire et les représentations des peuples autochtones me procure énormément de motivation. Il y a beaucoup de préjugés sur les peuples autochtones : nous serions tous pauvres, des ignorants dotés d'une physionomie particulière. Je voudrais faire évoluer ces représentations, en montrant notamment que nous avons de nombreuses capacités. Mais, pour cela, il faut nous donner une chance et croire en nous. Quand j'ai annoncé à mes amies que j'allais être candidate à la vice-présidence pour WINAQ, elles ne me croyaient pas. Plus tard, elles m'ont dit : « Ta participation a enlevé le bandeau qui nous empêchait de voir ». Évidemment, il y a eu des étapes personnelles et émotionnelles très difficiles, mais d'autres ont également été gratifiantes. C'est exactement ce qui me laisse penser que je suis sur le bon chemin, celui d'un combat nécessaire pour d'autres femmes, notamment les plus jeunes. Il y a des jeunes femmes qui ont été inspirées, motivées et qui se sont rendu compte qu'elles pouvaient également le faire. Cela m'inspire et me pousse à continuer malgré les obstacles. Dans le cas de WINAQ, seulement 36 % de nos candidats aux élections étaient des femmes, mais elles occupent des postes de première ligne. Par exemple, notre Secrétaire Générale est une femme qui vient d'ailleurs d'être élue députée ; nous avons également des femmes au poste de maire dans plusieurs villes. Il y a une véritable force des femmes autochtones à l'œuvre car elles ont des responsabilités et deviennent des exemples. En revanche, il y a d'autres partis qui ont utilisé des femmes pour gagner des votes, mais sans leur donner de vrai pouvoir ni de responsabilités. Dans le cas de WINAQ, nous prenons progressivement le bon chemin. Le Guatemala est un pays où l'accès à l'éducation est très difficile pour les filles. J'ai été l'une de ces rares femmes à avoir le privilège de faire des études universitaires – cela ne devrait d'ailleurs pas être un privilège mais un droit. À l'avenir, je souhaite

continuer à motiver les jeunes femmes afin qu'elles soient formées en sciences politiques et qu'elles s'inspirent des différentes expériences que nous avons eues avant elles. Je suis moi-même en train d'ouvrir la voie.

B.E.C.A. : Je crois que la réponse à la question de savoir si la candidature d'une femme autochtone peut servir d'exemple dépend de plusieurs facteurs, notamment du projet et de la conscience de la candidate. Une candidate individualiste et égoïste ne fera pas bouger les choses. Certaines femmes autochtones ont occupé des espaces politiques importants dans la vie nationale du pays, mais cela n'a pas vraiment changé la vie des autres femmes autochtones. Pour être honnête, je ne considère pas ma participation comme cruciale pour les femmes autochtones, notamment parce que nous n'avons pas été élus. Mais, je la vois plutôt comme un exemple pour démontrer que le discours sur les femmes et les peuples autochtones peut évoluer. C'est exactement ce que je leur disais durant la campagne. On nous a toujours fait croire que nous ne pouvions pas participer, que nous n'y arriverions pas, que nous n'étions pas capables de représenter la moindre chose. Du coup, je vois seulement ma participation comme un moyen de faire changer ces représentations et de démontrer que les femmes autochtones peuvent avoir un rôle politique. Tout citoyen peut participer, c'est ce en quoi je crois. Quand je dis que c'est l'unique chose que j'ai pu apporter c'est parce que c'était inhérent à ma campagne – quand je présentais notre programme en personne, que je faisais un discours, je leur démontrais que c'était possible. C'était mon message pour les femmes. La deuxième chose que je leur disais était que, si j'avais la chance d'être élue comme vice-présidente du pays, l'une de mes priorités serait le développement économique pour les femmes. C'est seulement en nous développant économiquement que nous pourrions en faire davantage. S'il n'y a pas de changement qualitatif dans la vie des femmes, tout le reste ne fonctionnera pas. Je crois que mes souffrances passées et mon histoire personnelle font que je pense de cette manière : je suis une femme, je viens d'une zone rurale, je suis autochtone, j'ai été confrontée à de multiples reprises aux discriminations, au racisme et à l'extrême pauvreté. Cependant, tous ceux qui participent à la politique n'ont que rarement été confrontés à ce genre d'expériences. C'est la grande différence ! Selon moi, l'élection d'une femme autochtone ne pourra faire changer les choses que si celle-ci est consciente de la réalité vécue par d'autres femmes autochtones dans les zones rurales et pauvres. Les hommes politiques de la capitale nous voient comme des servantes soumises. Vous imaginez ce que la candidate Thelma Cabrera a changé dans les représentations ? C'est incroyable ! C'est une femme autochtone, elle n'était pas nécessairement préparée à tout cela. Mais, c'est une femme d'action et travailleuse : elle leur a montré jusqu'où nous pouvons arriver et ce que nous voulons faire. Le Guatemala est un pays colonisateur et notre culture a repris certains schémas patriarcaux espagnols. Les hommes sont devenus extrêmement machistes et la femme est, je crois, devenue esclave. Elle travaille souvent sans être rémunérée. Ce n'est pas ancestral, mais c'est lié à la colonisation et à la perte de la cosmovision. Pour nous, les femmes autochtones, il y a une double lutte à mener : décoloniser la mentalité des hommes et reprendre un rôle dans la société. De plus en plus de femmes endossent des fonctions importantes dans la vie politique, notamment comme autorités locales, comme *alcaldes* (maires) ou *COCODES*¹⁰. Mais il manque encore beaucoup ! Je me souviens, avec Rigoberta Menchú, les gens disaient « qu'est-ce qu'elle va bien pouvoir changer ? Elle est comme nous ! » Il y avait cette idée étrange selon laquelle le fait qu'elle soit autochtone n'allait pas lui

permettre de faire bouger les choses. Au contraire, je crois que ce qui fait toute la différence est d'avoir du pouvoir. C'est en étant au pouvoir que l'on peut agir sur l'égalité, à condition évidemment de connaître la réalité dans laquelle vit le peuple.

L.C. : Différents journaux ont publié des articles relatant les attaques personnelles qui vous ont visée durant la campagne. Pouvez-vous nous parler des défis que vous avez rencontrés durant cette élection présidentielle ?

L.H. : Au sein du parti WINAQ, nous avons été très solidaires, malgré ces attaques et difficultés. Pour beaucoup, il s'agissait de notre première participation politique et nous nous sommesentraînés. Nous sommes d'ailleurs nombreux à être mayas : nous croyons beaucoup dans la spiritualité, dans le collectif, dans la gratitude. Avant de démarrer la campagne, nous avons d'ailleurs demandé la permission aux énergies et aux Dieux, afin qu'elle soit harmonieuse et se déroule bien. Par ailleurs, beaucoup d'autres femmes m'ont aidée à surmonter les épreuves émotionnelles durant la campagne présidentielle. Quand il a appris que j'étais candidate, un ami est venu me rendre visite et m'a dit : « Il faudra que tu sois très forte, émotionnellement et spirituellement. Si tu as des douleurs profondes, tu dois les extérioriser. » Je me suis alors souvenue des difficultés liées à ma situation de mère célibataire. Aujourd'hui, j'ai appris à parler naturellement de cette situation personnelle : je n'ai plus peur d'être à la fois mère célibataire et dans la fonction publique. Un jour, un ami m'a dit : « Écoute, ne te sens pas mal, je suis le fils d'une mère célibataire et ma mère travaille. Alors quand on te le demande, tu n'as qu'à dire que tu es la cheffe de famille et que c'est ta décision. » À la suite de cela, quand on m'a interrogée publiquement sur ma situation, je leur ai dit que c'était moi la cheffe de famille. Je sais qu'il y a beaucoup de femmes qui sont dans la même situation et j'ai reçu de nombreux messages de mères célibataires qui m'ont dit qu'elles se sentaient enfin représentées. Cela m'a donné la force d'avancer.

B.E.C.A. : J'ai été attaquée à plusieurs reprises sur les réseaux sociaux. Le lendemain de mon investiture comme candidate à la vice-présidence, j'ai reçu les premières insultes. Comme j'avais fait partie de la commission présidentielle contre le racisme, je savais justement identifier le caractère raciste de ces attaques. En tant qu'autochtone, je crois qu'il est important de réagir face à ce type d'attaques : si nous les laissons faire, ils continueront de penser que c'est admis et qu'ils peuvent se comporter ainsi. Forte du soutien du parti et de son Secrétaire Général, j'ai porté plainte dès le lendemain et nous avons également demandé l'appui de l'Ombudsman et de la *Defensoría de la Mujer Indígena*. J'ai également été agressée lorsque je suis allée voter, le jour des élections. De nouveau, j'ai porté plainte et contacté les équipes des observateurs internationaux des élections. Toutes ces procédures sont en cours. Comme vous le voyez, il est très difficile de prendre part à la vie politique au Guatemala.

L.C. : À plusieurs reprises lors de vos interventions publiques, vous avez abordé la question de la reconnaissance des droits des peuples autochtones et de leurs systèmes de gouvernance. Pourriez-vous nous parler davantage de votre vision politique à ce sujet ?

L.H. : Au Guatemala, il y a de nombreuses luttes pour la reconnaissance des peuples autochtones et de leurs droits. Aujourd'hui, il y a une forme de reconnaissance du pluralisme juridique, car la majorité de la population est autochtone. Cependant, nous ne pouvons plus continuer avec un système dominant et unique. Par exemple, dans le domaine de la justice, il y a des lacunes que le droit national et la justice

officielle ne parviennent pas à combler, simplement car les peuples autochtones ont une vision différente de la justice. Il y a d'un côté la justice officielle et de l'autre la justice autochtone. C'est également lié à la question de l'accès à la justice pour les peuples autochtones qui bien souvent ne parlent pas la langue espagnole et ne comprennent pas le droit romain. Toutefois, il y a beaucoup de rejet des systèmes de gouvernance autochtones : ils sont perçus comme une menace, comme si les peuples autochtones voulaient se venger. Par exemple, il y a deux ans, face aux tentatives de réforme de la Constitution dans le domaine judiciaire, une grande campagne de diffamation a été menée contre les systèmes juridiques autochtones. Or, aujourd'hui, de nombreux peuples autochtones souhaitent que le pluralisme juridique soit pleinement reconnu et respecté, afin qu'il n'y ait pas un seul système de justice ou un seul système de gouvernance dominant.

B.E.C.A. : Ici, nous parlons beaucoup de pertinence culturelle, mais je n'aime pas trop ce terme. Qu'est-ce que la pertinence ? La pertinence n'a aucun sens si elle est imposée par l'État et le droit étatique, sans référence ni consultation avec les peuples autochtones. La pertinence n'existe pas si elle ne vient pas de nous. Je crois qu'un système politique a ses piliers qui lui permettent d'opérer et de tenir, parmi lesquels le droit et les lois. Par exemple, quand on parle de pertinence culturelle dans le système juridique, cela n'a aucun sens. Le droit étatique que nous avons au Guatemala est un droit d'origine romaine, qui n'a rien à voir avec le droit maya. Aujourd'hui, dans les communautés, il y a des autorités ancestrales qui sont des opérateurs du système juridique maya. Le droit maya est conforme aux langues autochtones, appliqué par les autorités traditionnelles, et fondé sur notre cosmovision. Cela n'a rien à voir avec la justice étatique. Quand ils parlent de pluralisme juridique, ceux qui sont au pouvoir considèrent cela comme étant un mélange de cultures. Personnellement, je crois que nos systèmes n'ont jamais été mélangés mais qu'ils ont plutôt évolué de façon parallèle. Nos visions diffèrent, ce qui est également lié à notre éducation : dans les communautés, nous avons appris que nous sommes les éléments constitutifs d'une société en harmonie et que nos problèmes se résolvent en interne. Nous faisons appel à la justice étatique seulement si ça ne fonctionne pas. Je considère vraiment que les systèmes juridiques mayas et étatiques sont dans un état de coexistence parallèle. La Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux ainsi que l'article 66¹¹ de notre Constitution rappellent d'ailleurs que l'État doit reconnaître, respecter et promouvoir nos formes d'organisation, notre culture. Il ne s'agit pas de les mélanger pour leur faire perdre leur essence, mais il faut qu'elles coexistent parallèlement grâce à un appui équitable de la part de l'État. Par ailleurs, concernant l'éducation, je crois qu'il est important de développer l'apprentissage et la transmission de la culture maya. Les Mayas pensaient à une vie sur le long terme, sans machine ni technologie, et non centrée sur l'Homme. Ce n'est pas que les Mayas ne comprenaient pas les énergies ou la physique, au contraire ! En réalité, ils ont plutôt cherché à explorer d'autres manières d'utiliser ces savoirs afin de ne pas blesser la *Madre Tierra*. Je crois que leurs enseignements sont importants pour l'époque actuelle. Aujourd'hui, ce sont les autochtones qui se battent pour protéger les forêts et la nature contre les projets miniers. Ils ne le font pas seulement de manière égoïste, mais également pour protéger notre terre qui est collective. Je crois qu'il est important de transmettre l'éducation de nos peuples. J'ai d'ailleurs écrit plusieurs livres édités par l'UNESCO, notamment *Tiempo y Persona en la Cosmovisión*

Maya et Fundamentos en la Educación Maya. Ces apports théoriques sont nécessaires pour soutenir les initiatives visant à promouvoir l'éducation maya, à faire connaître par exemple le lien entre les danses ancestrales et le peuple, l'apprentissage de la relation qu'ont les êtres humains avec la nature. Je me suis formée et j'ai écrit pour que les futures générations puissent apprendre des traditions et de la cosmovision mayas.

NOTES

1. Comisión para el Esclarecimiento Histórico (CEH). *Guatemala : Memoria del Silencio : conclusiones y recomendaciones*. Guatemala : Oficina de Servicios para Proyectos de las Naciones Unidas (UNOPS), 2019. https://www.undp.org/content/dam/guatemala/docs/publications/UNDP_gt_PrevyRecu_MemoriadelSilencio.pdf, consulté le 02/09/2020.
2. *Acuerdo sobre identidad y derechos de los pueblos indígenas*. México : México, D.F., 31 mars 1995.
3. Le parti « Mouvement Politique WINAQ » est un parti politique guatémaltèque se définissant comme « indigéniste » et fondé par Rigoberta Menchú. Il se base sur la philosophie du « pouvoir au peuple ». WINAQ signifie littéralement l'être humain complet et entier, ce qui doit être compris au regard de la vision ainsi décrite du parti : « La Personne fait partie du cosmos, de la nature et de la société, et sa qualité est d'être le sujet qui ressent, pense, exprime et agit. » Aux élections présidentielles de 2019, le binôme présidentiel mené par Manuel Villacorta recueille 5,22 % des suffrages, ce qui ne lui permet pas de se qualifier pour le second tour.
4. L'URNG-Maíz (*Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca*) est un parti politique guatémaltèque qui trouve son origine dans la guerre civile (1960-1996) puisqu'il est né en février 1982, un mois avant le coup d'État du Général Efraín Ríos Montt en mars 1982. Il lutte notamment contre « la politique de la terre brûlée » menée par l'armée dans les communautés autochtones rurales. À partir de 1986, l'URNG s'engage activement dans le processus de paix avec le gouvernement, mené sous l'égide des Nations Unies. Suite à la signature des Accords de paix, l'URNG est devenu un parti politique légal en 1998. Alors que l'URNG-Maíz obtient 12,36 % des voix en 1999, le binôme présidentiel mené par Pablo Ceto ne recueille que 2,16 % des suffrages, ce qui ne lui permet pas de se qualifier pour le second tour.
5. La Defensoría de la Mujer Indígena (littéralement, la Défenseure des Femmes Autochtones) est un organisme gouvernemental de prévention, de défense et d'éradication de toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes autochtones. Sa création était prévue dans la partie II de l'*Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones du 31 mars 1995*, la section B « Derechos de la Mujer Indígena » étant entièrement consacrée à la reconnaissance des discriminations multiples auxquelles font face les femmes autochtones et l'annonce de politiques publiques leur étant spécifiquement dédiées.
6. Située au cœur de Guatemala City, l'université de San Carlos est aujourd'hui la seule université publique du pays. C'est également l'université la plus grande et la plus ancienne du Guatemala.
7. Héritée du mouvement argentin de Córdoba qui gagna toute l'Amérique Latine dès la fin des années 1920, l'autonomie universitaire constitue une garantie d'indépendance politique, académique et administrative pour les universités latino-américaines, puisqu'elles s'autogouvernent. Historiquement, la reconnaissance de l'autonomie universitaire va de pair

avec l'idée que, au-delà de leurs fonctions académiques, les universités latino-américaines jouent également un rôle social et politique.

8. *Compañeras* : terme utilisé par Blanca Estela Colop Alvarado qu'on a préféré ne pas traduire afin de conserver le sens symbolique et la force émotionnelle qu'elle lui donne dans cet entretien. *Compañeras* signifie littéralement les « compagnes » en espagnol.

9. *Madre Tierra* se traduit, littéralement, par Terre-Mère. La référence à la *Madre Tierra* est omniprésente dans la cosmovision maya, tant l'individu est perçu comme faisant partie d'un Tout holistique, équilibré et en harmonie.

10. Les *Consejos Comunitarios de Desarrollo Urbano y Rural* (littéralement, Conseils communautaires pour le développement urbain et rural, COCODE) appartiennent au Système national des conseils de développement du Guatemala créé par la Constitution. Élus dans chaque municipalité ou communauté, les COCODES rassemblent plusieurs représentants de la population afin de promouvoir le développement économique, social et culturel au niveau local. Ils organisent notamment des consultations avec les membres des communautés et ont pour mission de proposer des projets de développement en lien direct avec les besoins locaux.

11. L'article 66 de la Constitution politique du Guatemala indique, « Protection des groupes ethniques. Le Guatemala est composé de divers groupes ethniques, y compris des groupes indigènes d'origine maya. L'État reconnaît, respecte et promeut leurs modes de vie, leurs coutumes, leurs traditions, leurs formes d'organisation sociale, l'usage des vêtements autochtones par les hommes et les femmes, leurs langues et dialectes. »

AUTEUR

LAURA CAHIER

Doctorante en Droit Public à l'Université d'Aix-Marseille (UMR 7318 CERIC - ED67), chercheuse invitée à l'Université de Georgetown et représentante de l'Institut des Amériques à Washington DC. Diplômée d'un Master en Affaires Internationales (Sciences Po Lyon) et d'un Master 2 en Droits de l'homme et Droit humanitaire (Paris 2 Panthéon-Assas), ses recherches doctorales portent sur les droits des femmes autochtones et leur accès à la justice dans les Amériques. laura.cahier@gmail.com